

tendance de la FSU, pour un syndicalisme de masse, de lutte, unitaire, pluraliste et démocratique

Disparition de l'aide aux élèves en difficultés : la fin des RASED

Par mesure d'économie, la suppression de 3000 postes d'enseignants spécialisés en RASED (réseau d'aides qui intervient en maternelle et en élémentaire) entraîne la disparition de l'aide aux enfants en difficultés dans les apprentissages scolaires (environ 150 000 enfants concernés).

Ce n'est pas deux heures de « soutien » par semaine (en compensation des heures de service du samedi matin) sur le temps de midi ou après la classe qui peuvent remplacer la prise en charge spécialisée par des professionnels en psychopédagogie (maître E) et/ou en rééducation (maître G). **Il y a là une escroquerie !**

En effet proposer deux heures de « soutien » aux seuls élèves les plus en difficultés, les plus en rupture avec l'école ou ceux pour qui la concentration est la plus difficile n'est pas la bonne solution et ne peut que les stigmatiser davantage.

Comment croire que le gouvernement souhaite vraiment diviser le nombre d'élèves en difficultés s'il raye d'un trait de plume ce dispositif RASED sans concertation ni évaluation !

Comment croire le ministre qui prétend faire de la lutte contre l'échec scolaire une priorité !

C'est incompréhensible!

« Ouvrez des écoles, fermez des prisons » disait Victor Hugo, on ne peut que constater que dans le projet de budget 2009 on supprime des milliers de postes d'enseignants tandis que le nombre de postes de gardiens de prison est l'un des rares à augmenter.

Une pétition élaborée par 19 associations et syndicats est à signer en ligne, à l'adresse suivante :
<http://www.sauvonslesrased.org>

Fanny GIRARD, Marie-Mélène ALLIARD,
RASED E. Vaillant, Le Havre.

Le 2 décembre : faisons respecter l'égalité et nos droits !

Le 2 décembre, comme tous les trois ans, les personnels de l'Education Nationale éliront leurs représentants dans les instances paritaires. Or aujourd'hui le paritarisme est remis en cause par Darcos car, pour appliquer sa politique, il doit affaiblir celles et ceux qui s'y opposent. Bien sûr, c'est dans la rue et par la grève que nous gagnerons mais les rapports de force se construisent au quotidien dans les établissements. Plus que jamais nous avons besoin d'un syndicalisme fort et combatif. Même si nous ne sommes pas toujours d'accord avec les décisions prises par la majorité de sa direction, c'est la FSU, au sein de laquelle nous exerçons une certaine influence grâce au droit de tendance, qui nous paraît être l'outil le plus efficace pour faire respecter l'égalité et les droits des personnels face au gouvernement. C'est pourquoi le 2 décembre nous voterons et ferons voter pour les syndicats appartenant à la FSU : le Snes, le Snui-pp, le Snes-sup, le Snep et le Snuep

Grève le 20 : début d'un grand mouvement dans l'éducation ! **Yes, we can !**

Dans ce contexte de crise, le gouvernement veut réduire la dépense publique. Alors, on privatise le fret, la Poste, on recule l'âge de la retraite à 70 ans, on continue à saigner le service public, on "réorganise" l'hôpital, on licencie à tout va dans le secteur automobile, bientôt arrivera l'hiver et l'on redécouvrira qu'il y a des SDF en France, etc... Et on nous dit que l'on ne peut pas faire autrement car *les caisses sont vides!* Mais qui vide les caisses? Les pauvres, les ouvriers, les chômeurs, les fonctionnaires, les immigrés, comme ose encore nous le faire croire le gouvernement? ou les banquiers et les spéculateurs capables de ruiner un pays entier (comme en Islande) et que pourtant l'on aide sans regarder à la dépense?

Décomplexé, Sarkozy réunit le G20 pour sauver les capitalistes responsables de la ruine, tout en assénant le coup de grâce aux milieux populaires en ne leur cachant même pas que ce sont eux qui vont payer les conséquences d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Chômage, chute libre du pouvoir d'achat, expulsion de ménages ayant contracté des prêts à taux variables, et dans le même temps, argent public renflouant les grandes entreprises.

Dans l'éducation : suppressions de postes massives, diminution d'un tiers des postes de Rased, diminution des options et des heures de cours dans le secondaire, réduction du temps d'enseignement pour tous, et sérieuses menaces liées à la réforme du lycée, aide personnalisée en primaire, baisse du nombre de postes aux concours de recrutement, disparition des instituts de formation (IUFM), baisse des moyens de remplacement, remise en cause de la scolarisation en maternelle, mise en place des EPEP... la coupe est pleine !

Nous devons dire STOP à cette politique de démantèlement du service public d'éducation : c'est dans la rue que ça doit se passer le 20 pour que Darcos ne puisse pas dire que c'est une minorité qui manifeste !

La grève du 20 s'annonce massive : pourtant, nous savons que cette journée ne suffira pas seule à faire reculer Darcos. Il faut par conséquent être nombreux dans les Assemblées Générales, et débattre des suites ; ce mouvement doit s'inscrire dans la durée, il nous faut donc une nouvelle journée de grève très vite (le 25 novembre, par exemple) pour s'organiser, mettre sur pied des résistances et tout faire pour contacter les parents et rallier l'opinion publique.

C'est le moment ! Tous en grève le 20, et après, on continue !

Christelle TALBOT, École maternelle F. Buisson, Le Havre.
David COULON, COPSYP, CIO Lillebonne.

Manifestations et AG du 20 novembre

- **Rouen** : AG 10h30 Halle aux Toiles, manifestation 14h Rectorat
- **Le Havre** : AG 9h30 Franklin, manifestation 14h Franklin
- **Eure** : AG locales (se renseigner auprès de la FSU), manifestation Evreux 14h, salle omnisports

Méthode Darcos : « diviser pour mieux régner »

Après les stages de vacances, les heures supplémentaires de l'aide éducative, voici la prime de 400 euros pour les évaluations nationales !

Le ministre propose de verser une prime aux enseignants de CE1 et CM2, soumis aux évaluations nationales, dès février 2009.

Ce nouveau « coup de pouce » au pouvoir d'achat est une aberration pour l'égalité des salaires : une fois de plus, Xavier Darcos s'attaque aux équipes enseignantes pour les diviser.

Qu'en est-il des autres niveaux qui évaluent également (évaluations départementales, de circonscriptions...) ? Et les CE2 ont aussi été soumis au régime « évaluations nationales » et ce, pendant des années... sans aucune prime supplémentaire.

Ici encore, le gouvernement se moque des équipes enseignantes en traitant au cas par cas et en espérant « diviser pour mieux régner ». On est loin de la nécessaire revalorisation de l'ensemble des salaires de la fonction publique.

Karelle LECOURTOIS, École Observatoire, Le Havre.

Les Ministères veillent... et surveillent l'opinion !

Ces derniers jours a circulé sur le net un appel d'offre passé par le Ministère de l'Éducation Nationale et celui de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, d'un montant total de 220 000 €!, concernant la «veille de l'opinion ». Cet appel d'offre révèle un manque certain de sérénité des ministres par rapport aux conséquences désastreuses de leur politique. Le contenu du §V (Description des prestations) du Cahier des Clauses Particulières (CCP 2008 du 15/10/2008), bizarrement absent de la version publique sur le site Web des marchés publics, révèle une fois de plus la dérive paranoïaque du fichage systématique de la part d'un gouvernement en difficulté. Le prestataire devra notamment « **Identifier et analyser les sources stratégiques ou structurant l'opinion et Repérer les leaders d'opinion, les lanceurs d'alerte et analyser leur potentiel d'influence et leur capacité à se constituer en réseau** ». (Un nouveau fichier ?)

Dans les salles de profs et sur le net se multiplient les réactions indignées. On aurait pu espérer une réaction plus vive et urgente des organisations syndicales. Mais, G. Aschieri (FSU) estime que *"Le ministère veut simplement anticiper pour adapter sa propagande"*, et L. Bérille (SE-UNSA) *"que le ministère soit attentif à l'évolution de l'opinion est une chose, mais que l'objectif annoncé (...) soit de prévenir toute remise en cause ou critique de sa politique en est une autre"*... (Le Monde 13/11/08)

Il semblerait que des cabinets de détectives privés soient sur le coup... bien éloignés des préoccupations pédagogiques !

Jean-Pierre PALLOIS, Lycée Modeste Leroy, Evreux.

C'est dans la rue qu'ça s'est passé au Havre le samedi 8 novembre !

Dans l'unité, aux côtés des salariés de Renault (1000 emplois menacés), de Millénium, de Plastic Omnium (menacé de fermeture) ; aux côtés des salariés de l'Hôpital du Havre (800 emplois menacés) ; aux côtés des salariés de l'éducation nationale, environ 3000 havrais ont défilé criant divers slogans réunissant public et privé dans un même combat : « Salariés du privé, fonctionnaires supprimés, y'en a assez » ; « C'est pas les banques qu'il faut aider, c'est les salaires qu'il faut augmenter ! »...

Forts de ce succès, (même si on aurait pu espérer être plus nombreux encore), les organisateurs de cette manifestation ont décidé d'interpeller leur direction nationale et de leur demander de se réunir pour organiser une initiative contre les licenciements à l'échelle nationale. Ce qui a été possible au Havre, dans l'unité, doit l'être au niveau national !

Il faut rester mobilisés, vigilants et se retrouver bientôt pour exiger au havre et ailleurs une véritable politique de l'emploi (et non une véritable politique du chômage et de la précarité).

Lise CRAMOYSAN, École maternelle Paul Langevin, Le Havre.

Samedi 22 novembre manifestation pour la Poste

**Pétition : déjà plus de 300 000 signatures !
Exigeons un référendum avec le collectif unitaire !**

A l'heure où tous les pays « industrialisés » ouvrent grand leurs porte-monnaie pour sauver les pauvres banques en péril (!) on essaie de nous faire croire que le mieux pour la Poste, ses employés et ses usagers, serait de la privatiser ! Ainsi elle serait plus rentable ! De qui se moque-t-on ? Si les services publics ont un coût, on est loin des dizaines de milliards d'euros dépensés pour sauver les banques privées. Alors, le samedi 22 novembre 2008, salariés, usagers, soyons tous dans la rue pour défendre le service public postal!

Rendez-vous :

Le Havre : 15h à l'espace Coty

Rouen : 15h30, palais de justice

Evreux : 15h30, devant la Poste

POUR NOUS
CONTACTER

76 : LE HAVRE : veronique.ponvert@orange.fr

ROUEN : annedesj@orange.fr

27 : BERNAY : pascal.didtsch@wanadoo.fr

PT AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr

EVREUX : jp.pallois@voila.fr

LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr

<http://www.ecoleemancipee.org/>